

48

Transport

16 - 31  
mars  
2002

n° 171

neuvième  
année

# CAMBODGE NOUVEAU



Politique · Economie · Finances

**DANZAS**  
SeaAir

700 agences dans le Monde

E-Mail : dzkh@bigpond.com.kh  
Tel / Fax : 023 216 723  
Tel / Fax : 023 362 960

Sous-développements

**A** lire les compte-rendus de la rencontre de Monterrey, au Mexique, où les plus grands leaders politiques et les meilleures têtes pensantes du développement étaient réunis pour traiter du "financement de la lutte contre la pauvreté", on peut se demander de quel côté se trouve le sous-développement le plus accusé. Il n'y a eu là que des lieux communs, des déclarations d'intention pleines de réserves, des discours proprement indigents.

Les bailleurs de fonds se plaignent à juste raison que les fonds baillés n'aient pas toute l'efficacité souhaitable, que beaucoup se perde en corruption, en gaspillages divers, que le rendement de l'assistance apparaisse, après tant d'années, selon les cas faible ou nul.

S'agissant de rendement, on pourrait s'interroger aussi sur le rapport coût/efficacité des concepteurs et des gestionnaires de l'aide au développement. Eux non plus, après tant d'années, et malgré des sommes très importantes dépensées en salaires, en réunions, en colloques et en sommets, n'ont pas fait tellement progresser la pensée développatoire ni le développement lui-même. Leurs millions d'heures de discours et de m3 de rapports ont en somme apporté des résultats plutôt décevants. Ils ont complètement éradiqué la pauvreté pour ce qui les concerne personnellement, mais ailleurs ? Il y a un sérieux gâchis de ce côté-là aussi.

Des audits sérieux feraient apparaître que le développement là où on l'observe - par exemple, ces temps-ci, la Chine impressionne tout le monde - doit moins à l'assistance extérieure qu'à des causes internes diverses.

Il y a pour les spécialistes du développement certainement matière à études, à colloques et à sommets. c.n.

## Procès des khmers rouges : sans l' ONU ? Om Yentieng, conseiller du Premier ministre : le Secrétariat de l' ONU ne pense qu' à sauver la face - il ne veut pas le procès - il nous reste quatre options

**L**e secrétariat de l' ONU a fait savoir le 8 février que l' ONU ne participerait pas au procès des khmers rouges. Conseiller du Premier ministre, M. Om Yentieng nous fait part de ses réactions :

Une première observation : de nombreux pays depuis longtemps impliqués dans les affaires cambodgiennes comme la France, les Etats-Unis, le Japon, l' Australie ... regrettent cette décision et l' ont dit au secrétaire général Kofi Annan.

On ne peut donc pas dire que c' est l' ONU qui refuse sa participation au procès. Il s' agit plutôt d' un différend entre le Secrétariat général de l' ONU et le gouvernement cambodgien.

### Le Secrétariat de l' ONU cherche à marquer un point

Le secrétariat de l' ONU se comporte comme s' il s' agissait d' une partie de football. Il fait tout pour que l' ONU apparaisse comme le joueur gagnant, et le gouvernement du Cambodge comme le perdant. Son idée : il ne veut pas perdre. Le refus qu' il vient d' exprimer, c' est comme s' il voulait marquer un but contre Hun Sen.

Mais nous Cambodgiens nous ne voyons pas le procès comme un jeu. C' est la justice que nous voulons. Et nous ne sommes pas disposés à porter le chapeau, à être considérés comme responsables de l' échec.

### Un refus non motivé

Si l' on cherche objectivement les causes du désaccord, on voit qu' elles n' existent pas. Ce sont des prétextes avancés pour que le Cambodge apparaisse de mauvaise volonté. En réalité il y a eu entre le secrétariat de l' ONU et le gouvernement cambodgien un accord portant sur tous les points importants. Il a été convenu qu' un Mou (*memorandum of understanding*) resterait à signer, réglant les détails matériels du procès (financement, nomination des juges, ...) qui n' auraient pas été réglés par la loi. Cette loi prévoit d' ailleurs un tel mou.

On remarque que la décision négative du secrétariat de l' ONU n' est pas accompagnée de points de désaccord précis ni de demandes précises : elle n' est pas vraiment motivée. L' ONU ne cherche qu' à sauver la

face.

### Où étaient les désaccords ?

Au cours des discussions, depuis plus de deux ans, le Cambodge a rejeté plusieurs demandes du Secrétariat de l' ONU qui lui paraissaient inacceptables :

- qu' avant même la discussion de la loi sur le procès à l' Assemblée il y ait un accord préalable entre le secrétariat et le gouvernement du Cambodge. C' était évidemment impossible. Ce serait empiéter gravement sur le rôle du parlement. Tous ces professeurs de droit, ces juristes, nous sommes leurs élèves, nous suivons leur enseignement ...

- que l' amnistie accordée par le Roi à Ieng Sary ne soit pas prise en compte, et qu' il puisse être re-jugé. Nous pensons que c' est au tribunal, et non au gouvernement, de décider si Ieng Sary peut être re-jugé ou non.

- que des règlements sur les avocats et les droits de la défense soient introduits dans les textes réglant la procédure. Mais la loi cambodgienne comporte déjà des articles circonstanciés concernant les droits de la défense. Adopter de nouveaux articles affaiblirait la législation existante.

- enfin le secrétariat souhaitait que, d' avance, on décide qu' aucun condamné ne pourrait bénéficier de l' amnistie royale. Nous ne pouvons pas accepter cela, c' est contraire à notre constitution. Notre Roi, selon la Constitution, n' a aucun pouvoir politique, sauf un seul, qu' il est le seul de tous les Cambodgiens à posséder, c' est celui d' amnistier. Nous ne pouvons pas lui retirer ce pouvoir.

Pour le reste, la composition du tribunal, le mode de prise de décision, les juges de substitution, ... nous nous sommes mis d' accord avec le secrétariat de l' ONU.

### Le secrétariat de l' ONU ne veut pas le procès

Nous pensons que le secrétariat, au fond, et cela depuis le début, ne veut pas le procès, et que toutes les discussions, toutes les tergiversations ont pour objectif non de servir la justice, mais de veiller à l' image de l' ONU, de faire porter le chapeau d' un échec au

(suite page 2)

## Sommaire

### Entretien

Om Yentieng sur le procès	pp. 1 - 2
Khieu Kanharith	p. 2
Médias	p. 8

### Le système bancaire

Mme Neav Chanthana	pp. 3 - 4
Phuong Khin Hoa	p. 5
Région : faits, idées, projets	pp. 6 - 7
Livres : Simon Leys	p. 7

(suite de la page 1)

gouvernement cambodgien. Nous pensons que pour le secrétariat de l'ONU c'est une question de face. Il veut que sa volonté soit plus forte que la nôtre, que la "loi ONU" prévaille sur la loi cambodgienne.

Dans toute cette affaire de khmers rouges, depuis le début, le rôle de l'ONU a été une succession de fautes. Le dernier refus de participer est une faute de plus.

### Quatre options

Que va-t-il se passer maintenant ? Nous allons organiser nous-mêmes le procès. Ce n'est pas Hun Sen, c'est la loi qui le dit. Elle prévoit quatre possibilités :

- la priorité n°1 est donnée au secrétariat des Nations Unies, à la participation de l'ONU.

- si le secrétariat refuse, le gouvernement peut faire appel à tel ou tel pays étranger pour coopérer avec nous, c'est la deuxième option.

- troisième option : le gouvernement peut faire appel à des spécialistes et magistrats étrangers, sans passer par des gouvernements étrangers;

- quatrième option : nous organisons le

# Om Yentieng sur le procès

procès tout seuls.

Le Premier ministre vient de le dire : nous pouvons encore attendre trois mois que l'ONU revienne sur sa décision. En fait nous sommes très embarrassés d'avoir été mis par le secrétariat comme sur un terrain de football. Nous ne méritons pas cela. Nous devons sortir de ce "truc", de ce piège. Etre courageux et responsables et aller vers la justice.

Nous pensons qu'il ne faut pas cacher les points principaux, comme pour le "plan secondaire"; il faut les souligner.

### Maintenant que l'enfant est là, le Secrétariat de l'ONU doit le reconnaître

J'ai entendu que Kofi Annan a dit que le système imaginé n'est pas dans les habitudes, qu'il n'existe pas de tel dans le monde. Mais ce n'est pas un prétexte pour attribuer la faute au côté cambodgien.

Nous admettons bien cela qu'il n'existe pas dans le monde de tel tribunal mixte. Mais ce modèle est né de discussions qui ont déjà duré plus de deux ans. Et maintenant que l'enfant est là, le secrétariat ne veut pas le reconnaître. Cet enfant pourtant, on ne peut pas le laisser sur la route !

Tout ceci n'est pas un jeu politique. Même pour gagner la face, le Cambodge ne peut pas accepter n'importe quoi.

### pressions occultes sur l'ONU ?

- Le Secrétariat serait-il l'objet de la pression de certains pays qui (sans le

dire ou en affichant l'indifférence) ne veulent pas du procès des khmers rouges,

comme la Chine, la Thaïlande, ou encore l'ONU elle-même, pour qu'on n'expose pas publiquement leurs rôles pendant cette période ?

- Nous refusons cette idée. Nous ne la prenons pas en compte. Laissons-la hors de la discussion.

### L'ONU, c'est nous !

Ce qui se passe au secrétariat est très triste pour le peuple cambodgien. Nous sommes membres de cette institution de l'ONU, nous nous en sentons très proches, c'est comme une parenté; l'ONU, c'est nous, sa face, c'est notre face.

Maintenant, c'est le temps qui va décider de la suite. Nous pouvons attendre deux ou trois mois, mais on ne peut pas attendre indéfiniment.

Nous sommes tout prêts à écouter ce que nous dira tel ou tel pays, parce que nous reconnaissons l'utilité de la coopération.

Des missions diplomatiques auprès du secrétariat ? On l'a déjà fait.

### Nous allons faire comme le dit la loi

Maintenant nous allons donc faire comme le dit notre loi, pour laquelle on nous a félicités, et qui depuis qu'elle a été adoptée a toujours été approuvée, par exemple par les Etats-Unis.

Pour le *Mou*, il établit les règles de travail entre l'organisation faite par l'ONU et notre côté. On nous encourage à ne pas conclure de *Mou* qui aille contre cette loi.

Je tiens à souligner qu'en définitive ce que nous recherchons c'est la justice, nous ne voulons pas que ce procès soit un prétexte à politique.

#### Khieu Kanharith

#### Secrétaire d'Etat à l'Information

En refusant de participer au procès des khmers rouges, le secrétariat de l'ONU s'est tiré dans le pied: On fera le procès sans l'ONU.

Notre attitude pour l'instant ? Nous pouvons attendre deux ou trois mois. Cependant, avec le sommet de l'ASEAN en septembre, avec les législatives l'année prochaine, le temps presse. D'autre part, le gouvernement n'a pas l'argent nécessaire pour organiser le procès tout seul.

Plusieurs pays soutiennent notre cause. Ils nous demandent pour l'instant de faire "profil bas".

Que peut-on attendre ? Que l'un, ou plusieurs, de ces pays nous prête assistance, organise le procès avec nous. Ou bien nous aide à faire appel à des experts, des magistrats étrangers pour nous assister.

#### Procès

Rappels qu'aux termes de la loi adoptée par l'Assemblée nationale le 2 janvier 2001, les dossiers des suspects sont instruits par deux procureurs, un Cambodgien et un "ONU".

S'ils ne sont pas d'accord sur la mise en accusation d'un suspect, le dossier est transmis à une Chambre de mise en accusation composée de 5 procureurs, 3 Cambodgiens et 2 "ONU". La décision est prise à une super-majorité de 4 voix, c'est à dire que ni les procureurs étrangers ni les

procureurs cambodgiens ne peuvent, seuls décider.

Si cette super-majorité n'est pas atteinte, on poursuit le suspect (art. 20). c'est à dire que les procureurs cambodgiens n'ont pas le pouvoir de blocage.

De même pour le jugement : le tribunal de premier degré est composé de 3 juges cambodgiens et de 2 étrangers, avec une majorité qualifiée est de 4 voix. Et de même en appel : 7 juges (4 Cambodgiens et 3 ONU) : majorité qualifiée de 5 voix. (cn 148)

## A PROPOS ...

### Congrès du Funcinpec

Le fait d'être le parti royaliste ne suffit pas à assurer le succès électoral : c'est l'enseignement que le leader du Funcinpec, le prince Norodom Ranariddh, a tiré des récentes élections municipales lors du congrès du parti le 21 mars. Le Funcinpec va dorénavant s'efforcer de se démarquer davantage du PPC et éventuellement exprimer les points de désaccord lors des discussions à l'Assemblée. Il n'

a pas été question des désaccords exprimés ces temps derniers à l'intérieur du parti [cn 170, médias, p. 8].

### CCF : 18 condamnés

18 membres présumés des CFF ont été condamnés à Battambang le 25 mars à des peines de 7 à 18 ans de détention. Le total des CFF condamnés atteint 94.

### Contrebande

Une mission interministérielle de 11 personnes vient de faire le tour des points de contrôle aux

frontières pour évaluer et renforcer la lutte contre la contrebande. Poipet et Kompong Som sont les principaux. Des deux, Poipet est le plus efficace, Kompong Som est encore très poreux. Ta Keo et Kompong Cham sont moins importants.

### Phnom Penh en chantier

- la conduite d'eau allant du Tonle Sap à l'usine de traitement de Phum Prek en contournant le Phnom est en cours d'achèvement. La capacité de l'unité de Phum Prek, 100 000

m3, sera augmentée de 50 000 m3 en 2004.

- deux portails donnant accès à l'Institut Bouddhique sont en cours de construction.

- La "barre" en béton de 414 m de long, inhabitée, sur le front de Bassac, n'a pas été vendue par M. Lay Ngi à la *Canada Bank* comme indiqué par erreur (cn 169). Il y a eu des pourparlers, qui n'ont pas abouti. Construit dans les années 60 par Bodiansky, ingénieur de Le Corbusier, ce bâtiment a été "normalisé" en 1995 (cn 33);

- Les petits pavillons construits

## FINANCES

# Les banques au Cambodge

## banques enregistrées

**E**n 1999, le Cambodge comptait 32 banques commerciales. Le capital versé par une banque pour être licenciée étant passé, sur le conseil du FMI et de la Banque Mondiale, de 5 millions de dollars à 13 millions, 5 banques ont rapidement rempli les nouvelles conditions, et 13 ont dû fermer au cours de 2000 (dont 9 volontairement) (cn 147).

13 ont poursuivi leur activité selon un *mou*. Le délai pour remplir les conditions, fixé en principe au 5 décembre 2001, a été prolongé mais, en mars 2002, 2 autres fermetures ont dû être décidées : la *First Overseas* et la *Singapour Commercial Bank*.

Actuellement, sont agréées :

- **15 banques commerciales** : Cambodia Commercial Bank, Cambodia Public Bank, Cambodia Asia Bank, Canadia Bank, Krung Thai Bank Public Co, Crédit Agricole Indosuez, Foreign Trade Bank, First Commercial Bank, Cambodia Mekong Bank, Maybank, Singapour Banking Corporation, Standard Chartered, Union Commercial Bank, Advanced Bank of Asia, Emperor International Bank.

**Observations** : ces 15 banques commerciales comptent 5 succursales de banques étrangères (cn 147). La *Standard Chartered Bank* va cesser ses activités début mai pour devenir simple bureau de représentation; le *Crédit Agricole Indosuez* va cesser ses activités, qui vont être reprises par la *Foreign Trade Bank*, propriété de l'Etat en voie de privatisation.

- **4 banques "spécialisées" dans le crédit rural** (capital 10 milliards de riels) : Cambodia Agriculture and Industrial Specialised Bank; Rural Development Bank (propriété de l'Etat); Aclada Bank; Peng Heng SME Bank.

- **Banques de micro-crédit** : 2 sont licenciées, 22 enregistrées; environ 60 ONG fournissent des services financiers.

**L**ors de sa réunion mensuelle du 22 mars, à l'hôtel *Mi Casa*, la Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne a entendu l'exposé de Madame Neav Chanthana, vice-Directrice du département Contrôle des Banques à la Banque Nationale sur le système bancaire cambodgien.

**Nous donnons ci-après un abrégé de cet exposé qui a suscité une très vive attention.**

Il existe, mise à part la Banque Nationale trois sortes de banques :

- **les banques commerciales**, dont le capital versé doit atteindre au moins 50 milliards de riels, soit environ 13 millions de dollars;

- **les banques spécialisées**, capital versé 10 milliards de riels minimum (environ 2,6 millions de dollars); elles n'ont pas toutes les activités des banques commerciales;

- **et les banques de micro-crédit** : 250 millions de riels.

La Banque centrale a la mission de déterminer, de conduire et de contrôler la politique monétaire pour maintenir la stabilité des prix, et d'en soumettre le rapport au parlement et au gouvernement. C'est la Banque centrale qui accorde les licences et qui peut les retirer. Elle surveille et améliore le système des paiements inter-bancaires. Elle établit la balance des paiements. Elle est responsable des réserves (actuellement 3,5 mois d'importations). Elle gère les chambres de compensation: en riels et en dollars.

La banque centrale a aussi le rôle de

superviser les banques commerciales; Elle le fait de façon permanente avec des documents, et périodiquement par des visites dans les banques. Elle peut exiger des informations qu'elle juge utiles. Elle peut prendre des mesures disciplinaires.

**Côté banques privées** : les conditions pour obtenir une licence sont devenues plus difficiles. Les associés doivent être qualifiés; les moyens humains, techniques et financiers doivent correspondre à l'activité prévue; il faut fournir un plan d'exploitation prévisionnel de 3 ans. Les licences sont accordées pour 3 ans, renouvelables pour 3 ans.

Les règles prudentielles sont maintenant précisées par la loi (*encadré*), et rigoureuses. Par exemple : les banques commerciales doivent avoir en réserve à la Banque nationale 8 % (non rémunérés) de leurs dépôts. Les banques spécialisées: 5 %. Elles doivent en garantie à la Banque nationale 10 % de leur capital enregistré (don't 5 % ne sont pas rémunérés et 5 % sont rémunérés au taux de 3/4 du libor). Le ratio de solvabilité est de 20 %. Le ratio de liquidité de 100 %. Les banques ne peuvent prêter à un seul client plus de 20 % de la totalité de leurs avoirs.

Les banques sont libres de fixer les taux auxquels elles rémunèrent les dépôts et accordent des prêts.

### Le plan de développement

Un plan de développement a été établi avec la BAD pour la période 2001-2010. Il s'agit d'augmenter la confiance du public en : - améliorant la supervision des banques; - posant les fondations des marchés inter-bancaire et monétaire; - développer l'infrastructure de l'information; - renforcer le secteur Assurance; (suite p. 4)

### Le coût de l'argent diminue (moyennes annuelles, en %)

1998	1999	2000	2001
17,5	17,3	17,4	15,6

Source : Banque Nationale

### Lois et réglementations principales

- loi bancaire concernant la Banque Nationale : 26.1.1996 (cn 12)
- loi sur les changes : 22 août 1997.
- loi sur la Banque et les institutions financières : 18 nov. 1999
- 10 prakas : règles prudentielles et le contrôle des banques commerciales : début 2000.
- 6 prakas sur les règles prudentielles au cours de 2001.

### A PROPOS ...

quai Sisowath au bord du Tonle Sap doivent être déménagés sur l'autre rive, côté Chruy Changwar.

- quai Sisowath, proche de la place du Palais Royal, l'hôtel appartenant à Jean Thibaut (Seng) est en cours de d'aménagement. Il comptera 60 chambres sur 3 étages. Il doit être terminé fin avril.

- La nouvelle Faculté de Pharmacie, bd. Monivong, sort de terre sur financement des

fondations Pierre Fabre et Rodolphe Mérieux.

- la nouvelle ambassade du Japon, bd. Norodom, près de l'ambassade de Thaïlande, est terminée.

- la rue 13, du Palais du Gouvernement au Palais royal, longeant le Psar Cha est en cours de reconstruction.

- Le "grand canal" nord-sud à ciel ouvert qui draine vers le Beng Trabek les eaux de ruissellement et les eaux usées d'une grande partie de la ville est en cours de bétonnage. Coût 6 millions de dollars (cn

156).

### Décentralisation rognée ?

Deux sous-décrets en préparation enlèveraient beaucoup de pouvoirs aux conseils de communes, selon Sam Rainsy, leader de l'opposition : - les contacts avec les organisations extérieures, y compris les ONG, ne pourront se faire que par l'intermédiaire du ministère de l'Intérieur; - le gouvernement contrôle toutes les décisions et activités des conseils et peut intervenir; - le ministère de l'Intérieur est juge en cas de tout

litige.

### 019

Une compagnie coréenne installe un nouveau système de communications téléphoniques, avec le préfixe 019. Il doit être opérationnel avant la fin de l'année.

### Riz : estimations FAO

La production de riz au Cambodge, avec 3,6 millions de tonnes en 2001, dont 2,8 pour les récoltes de saison des pluies, a été de 10 % inférieure à celle de 2000, à cause d'un régime défavorable des pluies.

(suite de la page 3)

- améliorer les institutions de formation aux métiers de la banque.

**Questions et réponses**

- la "riélisation", c'est à dire l'abandon du dollar dans les transactions : "c'est pour le très long terme".

- les prêts aux entreprises : pourquoi sont-ils si difficiles ? C'est le plus souvent que les emprunteurs ne présentent pas de garanties suffisantes. Mais il va y avoir une aide extérieure pour aider les PME à mieux préparer leurs dossiers [voir à ce sujet interview p. 5].

- Banque nationale - banques commerciales : la Banque Nationale peut

# BANQUES

offrir aux banques commerciales en difficulté des délais, des conseils, mais pas d'aide financière. Elle n'en est pas garante.

- **Crédit Agricole - Indosuez** : cette banque va transférer son know-how et ses fonds à la *Foreign Trade Bank*, actuellement propriété de l'Etat et destinée à être privatisée, qui va s'en trouver renforcée. Le *Crédit Agricole-Indosuez* n'aura plus d'activité sous son nom.

- **Assurance** : cette activité n'est pas encore prise en compte à la Banque

nationale.

- **placements à l'étranger** ? La somme avancée de 800 000 dollars est sans doute exagérée. Les envois de fonds à l'étranger font l'objet de déclarations à la Banque nationale.

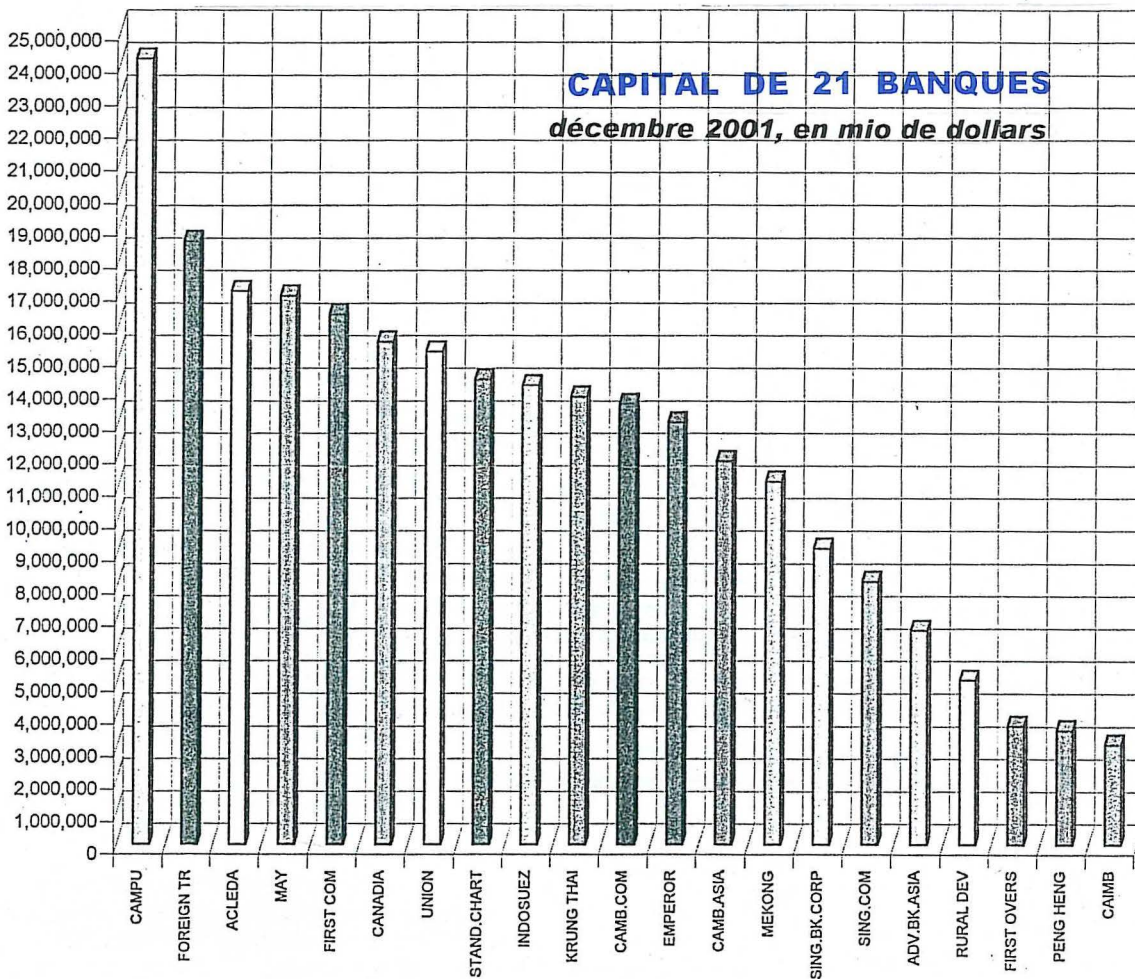
- **ratings** : les banques commerciales présentes au Cambodge ne relèvent pas d'un rating international comme "Standard and Poor". Nous avons à la Banque Nationale notre propre rating mais nous ne le rendons pas public pour l'instant.

- **une Bourse des valeurs** à Phnom Penh ? Sans doute pas avant 5 ans. Il faut d'abord établir un système bancaire solide et compléter les lois et

régléments. Nous devons d'abord réaliser un bon système de changes, et un marché inter-bancaire.

[voir à ce sujet Say Bory : "Une bourse des valeurs ? Impossible" (cn 139); Sok Siphana : "Une bourse à Phnom Penh ? Très prématuré" (cn 160).]

**CAPITAL DE 21 BANQUES**  
décembre 2001, en mio de dollars



**Remarques**

- Le système bancaire ne recycle encore qu'une faible partie de l'épargne. Les dépôts dans les banques ne représentent que 8 à 12 % du PNB cambodgien, c'est un taux très faible.

- Le tableau ci-contre qui donne le montant du capital de 21 banques en décembre 2001 est à prendre comme un ordre de grandeur : il y a eu des modifications depuis fin 2001.



**comin  
khmère**

La garantie du résultat

**Le spécialiste de :**

- La climatisation
- La génération et distribution électrique
- Le traitement d'eau

Tel : (855) 23 426 056  
cksales@comin.com.kh

**L**a *Canadia Bank* fait partie des banques qui ont atteint les conditions requises par la loi bancaire. 13 millions de dollars de capital, et nous sommes donc agréés. Evolution récente : les dépôts dans notre banque continuent à augmenter : + 20 millions de dollars pour les deux derniers mois, ce qui porte notre cash rapidement mobilisable à 70 millions de dollars. Nos actifs sont passés de 104 millions de dollars en 2000 à 120 millions en 2001.

70 millions de dollars de cash, c'est d'ailleurs une somme trop élevée, car les intérêts que nous devons verser à nos déposants nous coûtent cher. La *Canadia* a environ 30 % de tous dépôts du secteur bancaire privé et vient largement en tête, mais elle verse en contrepartie 44 % du volume total de tous les intérêts des dépôts.

### Réduction progressive des taux pour les dépôts à terme

Pour diminuer cette différence, nous allons réduire les intérêts que nous versons. Pour les **dépôts à terme en dollars, ils vont passer de 6,5 % par an à 6 %** (après avoir été de 7,5 % puis 7 %).

Certaines banques, comme l'*Union Commercial Bank*, pratiquent des taux bien plus élevés, estimant que la différence avec les taux des prêts (18 %) le justifie. Mais la confiance du public est plus difficile à trouver...

En fait notre intention est de réviser chaque année les deux taux : rémunération des dépôts et taux des prêts. Les 18 % pratiqués actuellement vont baisser c'est déjà le cas pour les clients importants.

### Des prêts à meilleurs taux pour les PME

Le gouvernement allemand prévoit de donner au gouvernement cambodgien, par l'intermédiaire de la KfW, **5 millions de DM destinés à favoriser les prêts aux petites et moyennes entreprises du Cambodge**, pour stimuler l'économie du pays.

Plusieurs banques privées ont été sélectionnées pour gérer ces fonds, et finalement seule la *Canadia Bank* a répondu à toutes les conditions requises.

Ces fonds vont nous permettre de pratiquer des prêts à long terme alors que nous n'accordons actuellement aux entreprises que des prêts à court

### Une monnaie asiatique ?

Une idée chinoise : une monnaie unique pour la zone ASEAN + 3 : les 10 de l'ASEAN plus la Chine, le Japon et la Corée du sud.

Ainsi il y aurait à terme trois grandes monnaies dans le monde, correspondant à un monde multi-polaire : le dollar, l'euro, et cette monnaie asiatique.

# BANQUES

Un entretien avec

**M. Phuong Khin Hoa**  
vice-président *Canadia Bank*

terme (le plus souvent 3 mois renouvelables). Ces nouveaux prêts seront d'**au moins 3 ans à 5 ans**, et renouvelables.

Les montants : de 10 000 à 200 000 dollars.

Les dossiers seront étudiés par la *Canadia Bank*, avec des assistants fournis par la KfW, qui aidera aussi les postulants à préparer leurs dossiers.

Ces fonds nous sont consentis à un taux de 6 % (libor + 4), que nous verserons au ministère des Finances pour la gestion du projet. Nous considérons que c'est un très bon taux. De surcroît il s'agit d'argent stable, à la différence des fonds reçus des déposants, qui peuvent être sujets à retraits soudains comme on l'a vu en 1997.

Nous sommes libres de fixer les taux des prêts consentis aux PME. La différence est notre rémunération.

En pratique, l'effet sera de diminuer les taux des prêts aux PME : de 18 % par an normalement (1,5 % par mois), et 14 % pour les privilégiés (1,2 % par mois), ce qui est très élevé, les prêts seront compris **entre 12 et 18 %, selon le dossier**. Ceci pour commencer, à titre d'essai. On pourra éventuellement baisser par la suite, selon l'expérience.

Les emprunteurs devront observer très rigoureusement les délais de remboursement. Un seul mois de retard fera tomber le prêt dans la catégorie "bad loans", et nous ne pouvons pas avoir plus de 5 % de bad loans.

### Des crédits qui seront rapidement utilisés

Par rapport au total des besoins des entreprises, cette somme de 5 millions de DM, ce n'est pas beaucoup. Mais ce qui freine les prêts, c'est que **très peu de sociétés offrent les garanties nécessaires**. Bien souvent les garanties présentées ne sont pas appuyées par des documents incontestables. Selon nos standards, qui sont les conditions traditionnelles, nous demandons en garantie 30 % de la somme empruntée.

Nous nous servons des sommes mises à disposition progressivement : par tranches d'un million de DM, au fur et à mesure des prêts.

Nous pensons que les sommes disponibles seront dépensées en 6 mois.

En principe nous n'avons pas besoin de ces fonds, puisque la *Canadia* a 70 millions de dollars d'argent "dormant". Nous avons plutôt trop de cash. Mais pour cet argent-là, nous n'avons que 1 % de rémunération.

### Qu'est-ce qui fait le succès ?

La *Canadia Bank* est devenue en quelques années la première banque du Cambodge pour le montant des dépôts. Comment peut-on l'expliquer ? Peut-être parce que nous Cambodgiens avons avec les étrangers des relations de bonne qualité. On dit que nous avons plus de chaleur humaine. Nous pensons aussi que nous prenons en compte l'intérêt du pays. Nous acceptons pour cela plus de risques que les autres. Non, nous n'avons aucun lien privilégié avec le gouvernement, si ce n'est que nous avons beaucoup d'activités qui profitent au pays : tout le monde le reconnaît.

Un autre facteur c'est qu'après 1998, avec le nouveau gouvernement, nous avons appliqué une politique de formation professionnelle et réalisé en même temps d'importantes transformations intérieures : management, activités professionnelles, équipements... Par exemple pour le système SWIFT (transferts électroniques de fonds), nous ne sommes pas seuls à le pratiquer, la *Banque Nationale*, la *Standard Chartered*,... le pratiquent aussi, mais nous pensons être les plus avancés.

### autres activités

Nous avons, à travers des compagnies filiales, des activités importantes. Ces compagnies ont leurs propres fonds; la *Canadia Bank* sur en prête 80 ou 90 %. A la différence des prêts normaux aux entreprises, qui gèrent les prêts comme elles l'entendent, notre banque encadre ces filiales et elle est impliquée dans leur gestion. Bénéfices et pertes sont réparties à proportion.

- il en est ainsi pour notre **zone industrielle** (parc Sorya), qui marche bien, mais ne se développe pas aussi vite que nous voudrions : 20 ha restent à développer.

- le **Sorya Shopping Center** au sud du Phsa Thmey, est en voie d'achèvement. La gestion est chinoise et thaïlandaise. C'est la banque qui a fourni la plus grande partie du financement (grâce à la vente du Youth Club à la nouvelle ambassade des Etats-Unis).

- en projet : bd Monivong, en face de la *Cambodian Commercial Bank*, nous projetons un très grand bâtiment, **le plus grand bâtiment du Cambodge**, qui pourrait être un hôpital "de luxe" (on discute avec des Thaïlandais), ou bien un grand hôtel et des bureaux, où pourrait s'installer le siège de la *Canadia Bank*... le choix n'est pas fait. Nous avons des projets d'architectes chinois qui tiennent compte des éléments culturels cambodgiens et étrangers.

- un autre projet, près de l'hôtel Intercontinental, au Phsa daem co : **un théâtre avec un centre de distractions et des boutiques**...

## DANS LA REGION

## des faits, des projets, des idées

## La Chine se muscle

**L**il y a un an, la Chine annonçait qu'elle allait augmenter de plus de 17 % le budget de sa défense nationale, qui atteindrait 17,2 milliards de dollars. En fait les dépenses réelles de la Chine pour sa défense, en y comprenant les achats de matériels et de technologies à l'étranger dépassent, selon beaucoup d'observateurs, 60 milliards de dollars par an. En 2000 la Chine est devenue le premier importateur d'armes du monde, avec principalement l'achat de navires et d'avions de combat à la Russie pour plus de 3 milliards de dollars.

Principaux bénéficiaires : la Russie et Israël, parce que les Etats-Unis et l'occident en général ont imposé un embargo à la suite de Tiananmen en 1989. Les Etats-Unis et les Européens vendent cependant à la Chine du matériel et des technologies "non-léthales".

Ce n'est pas rien : de 1989 à 1999, les Etats-Unis ont approuvé pour 15 milliards de ventes à la Chine de matériels tels qu'ordinateurs nécessaires pour créer et tester des armes nucléaires, des machines-outil pour construire des éléments de missiles, des équipements pour produire des semi-conducteurs militaires ...

La Chine n'a même pas besoin d'espionner les grands fabricants d'armes : ils lui vendent leurs meilleurs matériels. Si elle attaquerait Taïwan, elle le ferait avec des bombardiers russes et des chasseurs chinois construits sur un modèle israélien en partie financé par les Etats-Unis. Les missiles chinois seront israéliens et russes, avec des radars et systèmes de guidage britanniques et israéliens. Les derniers navires de combat et sous-marins chinois sont russes, avec des bateaux construits en Chine avec des moteurs américains et italiens, des missiles français, des systèmes de commande et de contrôle, et des hélicoptères français. ... Il y a encore des chars et de l'artillerie russes, des satellites construits avec l'aide allemande et britannique, des missiles anti-nucléaires dont les lanceurs bénéficient de l'assistance américaine. Un navire de la

classe Shenzen, avec ses turbines à gaz ukrainiennes, ses missiles mer-air français crotale, ses missiles mer-mer russes, ses hélicoptères anti-sous-marins russes, est un formidable unité, pour la région.

Il y a maintenant quelques coups de frein du côté occidental. Israël par exemple a dû renoncer à vendre à Pékin 5 avions russes équipés d'un radar longue distance israélien qui auraient un rôle important en cas d'opérations dans le détroit de Taïwan.

Naturellement tout ces équipements provoquent des efforts symétriques du côté de Taïwan. En 2001, les Etats-Unis lui ont vendu un ensemble d'armements comportant notamment 8 sous-marins pour plus de 4 milliards de dollars.

Les Chinois arriveront-ils à maîtriser et coordonner un ensemble de matériels aussi divers ? Et à financer longtemps cette course aux armes ?

En fait, estime un expert de Taïpeh, la Chine n'a pas besoin de rattraper l'occident en matière d'armements: son objectif, est d'acquiescer un niveau suffisant pour dissuader les Etats-Unis d'intervenir en cas de conflit avec Taïwan.

[d'après Far Eastern Economic Review 24.2]

## Singapour - Malaisie :

un pont, un port,  
et de l'eau

**L**a Malaisie a un projet audacieux : construire un pont suspendu sur le détroit de Johor qui la sépare de Singapour. Ou du moins, de façon originale, sur la moitié malaisienne du pont existant, le fameux "causeway". Ce pont suspendu permettrait le passage des bateaux alors que le pont actuel, à quelques mètres au-dessus de l'eau, l'interdit.

Ce pont bizarre de plus d'un km prendrait naissance assez loin sur le côté malaisien, pour atteindre une hauteur de 25 m au-dessus du détroit, et redescendrait par une longue courbe sur la moitié singapourienne du "causeway".

La moitié malaisienne du pont actuel ne serait pas entièrement détruite. On construirait pour relier les deux extrémités du pont actuel un pont levant laissant normalement passer les bateaux et qui assurerait la jonction de la voie

ferrée lorsque nécessaire pour le passage des trains.

Ce coûteux projet, au moins 526 millions de dollars, remplacerait celui d'un pont suspendu joignant la Malaisie à Singapour, sur lequel les deux pays s'étaient mis en principe d'accord en septembre dernier et qui semble s'enliser.

L'objectif réel de la Malaisie serait de concurrencer Singapour dans son rôle très lucratif de plaque tournante (hub) du trafic maritime pour toute la région. Le port malaisien de Tanjong Pelapas prend déjà quelque 18 % de son trafic à Singapour. Avec un détroit devenu navigable, et son port propre, la Malaisie pourrait "court-circuiter" Singapour.

Cependant, ce projet ranime la vieille querelle de l'eau, que la Malaisie fournit à Singapour par le causeway. Cette eau, vitale pour Singapour (40 % de sa consommation), la Malaisie voudrait en faire passer le prix de vente de 3 sen (0,8 dollars) les 1000 gallons à 60 sen. Singapour en offre 45. L'affaire est si importante qu'on peut se demander si le projet de pont n'est pas avant tout un moyen de chantage pour faire céder Singapour sur le prix de l'eau.

[d'après Far Eastern Economic Review, 21.2].

## Chine - Japon :

pour et contre  
l'ASEAN + 3

**L**a poussée de la Chine sur ses frontières méridionales, son poids croissant en Asie du sud-est est une source de tension entre la Chine et le Japon. Si la région tombait sous l'influence de Pékin, cela pourrait représenter une menace pour les approvisionnements du Japon en pétrole, qui viennent du Golfe. La Chine tiendrait le Japon à la gorge.

La menace peut sembler lointaine, mais la croissance de la Chine est impressionnante et la proposition qu'elle a faite en novembre dernier, à la réunion de l'ASEAN + 3, de créer d'ici 10 ans une zone de libre-échange Chine-ASEAN, souligne l'expansion chinoise. Il est vrai que le Japon reste une puissance majeure, avec 60 % au moins du PNB de l'Asie orientale entière. Il est de loin le plus important donateurs des pays du Sud-est asiatique. Mais il subit actuellement un certain déclin économique, qui l'a déterminé à diminuer de 10 % son budget d'assistance à l'étranger.

L'ASEAN + 3 n'est pas une idée qui plaît au Japon parce que dans ce cadre le pays dominant ne peut être que la Chine. L'intérêt du Japon est de diluer cet ensemble dans un ensemble plus

CAMBODGE  
NOUVEAU  
le journal  
des  
dépenseurs  
votre  
meilleur  
investissement



Directeur de la publication  
Rédacteur-en-chef **Alain Gascuel**  
Photos **Philippe Bataillard**  
Impression **CIC Centre Informatique  
du Cambodge**

58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

**CAMBODGE NOUVEAU**

tel 023 214 610 mob 012 803 410

E-mail [cn@forum.org.kh](mailto:cn@forum.org.kh)

## LIVRES



## Protée et autres essais

par Simon Leys

**L**e dernier livre paru de l'excellent sinologue belge Simon Leys, *Protée et autres essais*, qui traite avec l'originalité, la vigueur, le style fringant qu'on lui connaît de Cervantes, d'André Gide, de quelques fameux incipit de romans, et de Victor Hugo... n'aurait rien à faire dans cette chronique si, à propos de Victor Hugo dont on fêtait récemment le 200ème anniversaire, il ne rappelait les rapports que l'illustrissime poète, romancier, peintre, a entretenus avec l'Asie et singulièrement avec la Chine.

"(...) au lieu de parler des "dessins" de Victor Hugo, écrit Simon Leys, il serait

plus exact de dire : ses "peintures" - suivant en cela un usage emprunté à l'esthétique chinoise (...).

"L'intérêt de Hugo pour la Chine a revêtu deux aspects : dans les affaires politiques il a fait montre d'un souci humanitaire constant et a vigoureusement stigmatisé les expéditions militaires que lançait l'occident contre la Chine. Jusqu'à ce jour, les Chinois se souviennent encore de ses généreuses interventions.

"(...) je lisais il n'y a guère dans une importante revue culturelle chinoise de Hong Kong un entretien entre Jin Yong et Ikeda Daisaku au sujet de Victor Hugo. Jin Yong est un écrivain célèbre, auteur de romans historiques immensément populaires en Chine (on

l'a surnommé "l'Alexandre Dumas chinois") et Ikeda est le fondateur du mouvement politico-religieux Soka Gakkai".

"(...) Dans le domaine culturel, toutefois, la perception que Victor Hugo avait de la Chine n'a pas dépassé le niveau superficiel de la chinoiserie qui était alors à la mode. On peut rêver à ce qu'eût été sa réaction s'il avait pu contempler d'

authentiques échantillons de la grande peinture chinoise, les livres improvisés à "l'encre éclaboussée" des moines de l'époque Song, les évanescents lavis des lettrés Yuan, les "jeux d'encre" des excentriques Ming et Ch'ing. Mais le fait est qu'il n'a jamais soupçonné l'existence d'un tel art.

"En revanche, il a cultivé la chinoiserie avec une verve grotesque, une réjouissante exubérance qui désarme par sa fantaisie et sa naïveté. Durant son exil, il conçut et bricola tout un "salon chinois" pour sa maîtresse, avec lambris gravés, bahuts et fauteuils sculptés, paravents bariolés. Cet étonnant ensemble a été déménagé à Paris et reconstitué dans la Maison de Victor Hugo à Paris".

Victor Hugo et l'Asie ? On peut rappeler aussi (ceci hors du livre de S. Leys) que Victor Hugo fait partie (avec Bouddha, Confucius, Jésus, Lao-tseu, Jeanne d'Arc, Camille Flammarion, Allan Kardec, ...) du panthéon des cao-daïstes, secte plus ou moins bouddhiste dont la cathédrale se trouve à Tay Ninh, à une centaine de km de Saïgon, proche de la frontière du Cambodge. "A la veille de la seconde guerre mondiale, nous dit Jacques Népoté (guide Artou Indochine), la secte comptait 4 millions d'adeptes, y compris au Cambodge et dans le Vietnam septentrional".

c.n.

**Protée et autres Essais**, par Simon Leys, 152 p., Gallimard 2001.



Mekong Libris

Librairie - Presse - Papeterie

Votre Nouvelle Librairie  
au cœur de Phnom Penh !

Place de la  
Poste Centrale  
Phnom Penh  
Cambodge

Tel: 023 884 304 • Portable: 012 804 751

Email: dg\_distri@bigpond.com.kh



## des faits, des idées

vaste qui inclue l'Australie et la Nouvelle Zélande, et les Etats-Unis. En attendant, pour maintenir le niveau avec la Chine, le Japon cherche à conclure des accords bi-latéraux de libre-échange. Le premier vient d'être signé avec Singapour.

[d'après Far Eastern Economic Review 24.1].

## Doublent l'aide, à quoi bon ?

**D**oublent l'aide aux pays pauvres, c'est ce que voudraient le président de la Banque mondiale, le secrétaire général de l'ONU, et bien d'autres.

Mais à quoi pourraient servir 50 milliards de dollars de plus quand on voit que plusieurs décennies de prêts à taux voisins de zéro ont apporté des résultats si faibles qu'il faudrait maintenant supprimer même cette dette ? Si tant d'assistance pendant si longtemps n'a apporté que pauvreté, stagnation économique et endettement, est-il avisé de doubler les doses ?

Le système actuel tend à augmenter l'assistance aux pays qui ont les plus mauvais résultats. Il incite les mauvais gouvernements à sur-investir dans les

travaux publics parce que c'est là qu'il y a le plus d'argent à détourner, et à favoriser les amis qui les aideront lors des élections.

L'Afrique a reçu ces dernières années plus d'aide par habitant, à taux voisins de zéro, que toute autre région du monde. A l'opposé on voit que l'Inde et la Chine, par exemple, qui ont ensemble 2,3 milliards d'habitants, se sortent assez bien d'affaire, alors que l'assistance internationale, 2 dollars par tête d'habitant, ne joue qu'un rôle très marginal dans leur réussite.

Le problème n'est pas d'ordre technique, il est politique : s'il existe dans un gouvernement une coalition puissante, qui veut réaliser une croissance rapide et durable, les problèmes techniques peuvent être résolus.

Mais si les élites ne voient pas qu'un état de droit, le respect des règles du jeu, un environnement favorable au développement sont dans leur intérêt, ajouter encore de l'argent n'apportera aucun changement - si ce n'est dans certains comptes en banque à l'étranger. Voyez le Vénézuéla et le Nigéria...

Les bailleurs de fonds comme les gouvernements récipiendaires font semblant de croire que le développement est affaire de technique. Ils savent bien qu'en réalité l'investissement dans les domaines physique et humain, s'il ne

s'accompagne pas d'une bonne politique, aboutit à une croissance médiocre et à la fuite à l'étranger des meilleurs éléments.

Cette bonne politique, clé du développement, elle dépend pour l'essentiel des gouvernements locaux. Ce sont eux qui contrôlent les conditions du développement.

Faut-il alors laisser les mauvais gouvernements à eux-mêmes et à leur pauvreté, au risque d'étendre le terrorisme et de provoquer des vagues d'émigration vers les pays développés ? Faut-il créer des mécanismes d'aide qui récompensent les gouvernements selon leur comportement ?

Si on les laisse choisir, beaucoup de pays choisiront de rester comme ils sont. On devra aider ceux-là dans les domaines de l'alimentation, de la santé, de l'éducation, mais peut-être pas davantage.

Certains au contraire choisiront la voie de l'effort pour créer les conditions du développement : ceux-là mériteront plus d'aide et d'encouragements. L'épargne locale et les investissements étrangers s'y dirigeront sans prendre trop de risques.

Actuellement l'argent consacré à l'assistance aux pays pauvres est mal dépensé. Faut-il augmenter les sommes ? La cause est loin d'être entendue. [d'après D. Dapice, FEER 28.2]



# MEDIAS

## Funcinpec : dilemme

Beaucoup de membres du Funcinpec, officiels qui ne détiennent pas de postes importants au gouvernement, à l'Assemblée ou au Sénat, rendent responsables du recul du parti aux élections municipales les hauts dirigeants du parti par négligence, corruption, népotisme. Ces mécontents, le plus souvent anciens résistants dans les maquis, se sentent "utilisés comme des buffles par les gens venus de l'étranger qui se servent d'eux pour les porter", ou "comme des feuilles de lotus pour emballer le riz". Ils estiment que le secrétaire général du parti et le président peuvent trouver une solution. Sinon, si le pouvoir dans le parti n'est pas partagé plus équitablement, ils se retireront pendant six mois, avant les prochaines législatives, et la fraction s'aggravera.

D'autre part, les membres actifs du parti menacent de cesser toute activité si on ne leur donne ni moyens financiers ni encouragements.

[d'après *Rasmei Kampuchea* 16.3., trad. *The Mirror*]

## Contrebande : mieux lutter

Après une période de diminution, parce que les forces armées et la douane travaillaient ensemble, la

contrebande a augmenté depuis le début de la saison sèche, protégée de nouveau par des forces armées, ce qui rend le travail des douaniers très difficile. Lors d'une réunion des plus hauts responsables de la douane et de la police, le 5 mars, le ministre des Finances Keat Chhon a décidé de renforcer la lutte contre la contrebande, promettant 30 % de l'amende en récompense à ceux qui permettront la saisie des biens qui passent en fraude. Mais les douaniers observent que s'ils peuvent lutter contre la contrebande "simple", ils ne peuvent rien contre la contrebande protégée par des généraux, des okhnas ou de très hauts fonctionnaires. "Ces derniers mois nous avons saisi des dizaines de véhicules modernes, des landcruisers 2001, mais elles ont été relâchées sur l'intervention d'un Secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur".

[d'après *Sangkruios Cheat* 7.3., trad. *The Mirror*].

## Evasion fiscale

Le gouvernement perd chaque année plus de 100 millions de dollars à cause de l'évasion fiscale pratiquée par les officiels qui en ont le pouvoir. Les douaniers assistés par la police et la police militaire n'appliquent la loi qu'à ceux qui agissent

## Om Yentieng sur la Chine

Je reviens de visiter la Chine pendant 10 jours, nous dit M. Om Yentieng. J'ai vu Pékin, Shanghai - la nouvelle zone administrative de Phudong -, la province de Guangdong, ...

Mon impression : le développement de la Chine est comme une explosion, c'est au-delà de notre imagination. Je dirai que c'est plein d'optimisme, et en ordre.

L'administration s'occupe bien des investisseurs et prend en compte toutes les difficultés de leurs partenaires privés. Même les investisseurs étrangers qui manquent de finances, la Banque nationale fait tout pour les aider, et facilement, sans obstacles, sans penser à leurs propres poches. C'est une ambiance très encourageante.

Shanghai, il m'a semblé que c'était une seconde New York, mais mieux organisée, neuve, tirant des expériences de partout, avec en chantier des tours, des autoroutes, aéroports, ... L'est du pays reste pauvre, ils le reconnaissent.

Des leçons pour nous au Cambodge ? Il faut être flexible, et durable.

**Flexible** : il faut comprendre les difficultés des investisseurs privés et résoudre vite les problèmes : le temps est cher.

**Durable** : il ne faut pas changer à tort et à travers les règles déjà établies, cela affecte le planing, le budget, la stabilité, de l'entreprise, et cela affecte ses sentiments envers nous.

Et puis il faut être propre, depuis les mains, ... jusqu'à la poche !

conformément à la loi, tandis que les hauts responsables, généraux de la police et de l'armée, et des hauts fonctionnaires ne paient pas de taxes sur les produits et les véhicules parce qu'ils peuvent obtenir des exemptions de taxes. M. Keat Chhon, ministre de l'Economie et des Finances, sérieusement critiqué par les bailleurs de fonds, a condamné les mauvaises habitudes des hauts responsables et des okhnas proches de Hun Sen qui font du business et utilisent des véhicules de luxe avec volant à droite sans payer de taxes.

M. Keat Chhon les a sommés de payer des taxes immédiatement, sous peine d'avoir à payer une taxe double. Mais montrer ses petits muscles n'a pas suffi. Ce n'étaient que des mots pour plaire aux bailleurs de fonds.

[d'après *Samleng Yuvachun Khmer* 12.3, trad. *The Mirror*]

## Air Cambodia

La compagnie chinoise *Hainan Air* reprendrait la plupart des 230 employés de RAC, *Royal Air Cambodia*, mais pas ses 30 millions de dollars de dettes. Elle projette d'envoyer d'ici 6 mois 110 gestionnaires et formateurs à Phnom Penh pour installer la nouvelle compagnie *Cambodia Air*. La flotte aérienne resterait la même que celle de RAC : 2 Boeing 737 pour les lignes internationales et 2 ou 3 autres avions pour les lignes intérieures, notamment Phnom Penh - Siem Reap. Aux liaisons internationales seraient ajoutées les liaisons Phnom-Penh - Hainan - Pékin et Phnom Penh - Tokyo. *Hainan Air* détiendra 49 % de *Air Cambodia*, et son investissement initial atteindra 4,9 millions de dollars. Le gouvernement du Cambodge détiendra 41 %; la compagnie CTG 10 %. Il est convenu que *Hainan Air* aura la responsabilité de la gestion de *Cambodia Air*.

[d'après *Cambodia Sin Chew Daily*, 2.3., trad. *The Mirror*]

## Réseau électrique

L'extension du réseau de distribu-

tion de l'électricité autour de Phnom Penh par EDC, *Electricité du Cambodge*, se poursuit. Financée par un don de 30,7 millions de dollars du Japon, cette extension concerne Chruy Changwar, Takhmau, Russey Keo, Prek Phnov et Pochentong. Jusqu'à présent 11 500 consommateurs, y compris usines, hôtels, centres commerciaux etc ... sur un total prévu de 30 000, ont été connectés au réseau, à Takhmau et Chruy Changwa. (*Rasmei Kam*.)

## Diminuer la pauvreté

Avec une croissance de 6 à 7 % par an, la pauvreté pourra passer de 36 % à 31 % de la population, a expliqué le ministre du Plan Chhay Than le 4 mars, lors du forum annuel sur la lutte contre la pauvreté. Deux stratégies sont mises en oeuvre : l'une décriée dans le rapport sur la réduction de la pauvreté, l'autre est le second plan de cinq ans de développement socio-économique qui repose sur le principe que c'est le développement économique, grâce au secteur privé, qui permet de réduire la pauvreté. On va établir d'autre part un système d'évaluation de la pauvreté et de l'efficacité des mesures prises.

[d'après *Koh Santepheap* 6.3, trad. *The Mirror*]

## Chine : conjoncture

Les investissements en Chine n'augmenteront pas cette année au même rythme qu'en 2001. Les dépenses du gouvernement pour les infrastructures resteront au même niveau (18 milliards de dollars); les sociétés locales souffrent du ralentissement mondial; les investissements étrangers resteront élevés, mais n'augmenteront pas au rythme exceptionnel de 24,4 % observé en 2001.

Les exportations de la Chine sont maintenant composées pour plus d'un tiers de biens tels que machines et équipements électriques; les textiles et la confection n'en représentent plus que moins de 20 % (25 % en 1995).

[d'après *Far Eastern Economic Review* 7.2.]

## Que puis-je pour vous ?

L'entrée en vigueur de l'assurance automobile obligatoire a laissé une partie du public perplexe. De nombreux points méritent d'être éclaircis et, fonction d'amendes pouvant atteindre 400 US\$,

Dois-je m'assurer ?

une bonne information peut s'avérer payante !

Indochine Insurance a mis en œuvre une

Ligne Téléphonique Dédinée pour

répondre à toutes vos questions, 24h sur 24, et vous permettre de vous adapter en douceur.

Quel type de police ?

Ne laissez pas les questions sans réponse, appelez nous et nous vous enverrons un dossier complet (en khmer ou en anglais) sur l'assurance automobile obligatoire.

**012 802 444**

Service 24 hrs

Combien ça coûte ?

**indochine**  
INSURANCE

Lisez l'intégralité du Sous-Décret sur notre site [www.indochine.net](http://www.indochine.net)

No Problem Insurance Park 55, Street 178, Phnom Penh Tel: (855) (023) 210 701, 210 761 Fax: (855) (023) 210 501  
E-mail: [insurance@indochine.com.kh](mailto:insurance@indochine.com.kh) Web site: [www.indochine.net](http://www.indochine.net)